



Les étudiantes et étudiants ainsi que les travailleuses et travailleurs sont préoccupés par les plans de réouverture des campus non sécuritaires

Les étudiantes et étudiants ainsi que les travailleuses et travailleurs des collèges et des universités ont été confrontés à de nombreux défis depuis le début de la pandémie de COVID-19. Si l'annonce de l'ouverture des établissements d'enseignement postsecondaire à l'automne est une nouvelle réjouissante, la sécurité doit être la priorité absolue. Malheureusement, à moins d'une semaine du début du trimestre d'automne, des directives ont enfin été déposées, mais elles ne répondent pas aux normes de sécurité nécessaires et ne prennent pas en compte les préoccupations des étudiantes et étudiants, des professeures et professeurs ainsi que des employées et employés. Ces directives déposées à la dernière minute augmentent le risque d'exposition des étudiantes et étudiants, des professeures et professeurs ainsi que des employées et employés. Bien qu'il ait eu plus d'un an pour établir des directives claires et reconnaître les données scientifiques sur la propagation de la COVID-19 par voie aérienne, le gouvernement Ford propose aujourd'hui des demi-mesures et renvoie la balle aux établissements d'enseignement postsecondaire.

Le cadre des mesures de santé publique dans le domaine de l'éducation postsecondaire pour l'automne 2021 du gouvernement exempte la plupart des établissements d'enseignement postsecondaire des limites de capacité et des mesures de distanciation nécessaires. En même temps, le gouvernement Ford [prétend ceci](#) : « Pour éviter de futurs confinements et protéger les hôpitaux, l'Ontario maintient cette approche prudente. Cela inclut le fait de ne pas étendre les limites de capacité dans aucun milieu pour le moment. » La contradiction flagrante du gouvernement provincial et les politiques fallacieuses proposées moins d'une semaine avant la reprise des cours montrent que la sécurité n'est pas au premier plan des préoccupations gouvernementales. On ne comprend toujours pas pourquoi les établissements d'enseignement postsecondaire ne sont pas tenus de suivre les recommandations axiomatiques des autorités de santé publique et de santé au travail et bénéficient d'une exemption allant à l'encontre du consensus scientifique. Cette décision déroutante crée un risque réel et inutile pour les étudiantes et étudiants, les professeures et professeurs ainsi que les employées et employés. De plus, elle crée un environnement pour que les établissements d'enseignement postsecondaire deviennent des lieux propices à des super-contaminations. La Table de consultation scientifique du gouvernement de l'Ontario elle-même [a souligné](#), dans son rapport de projet du 1^{er} septembre 2021, la nécessité de [traduction] « réduire la densité intérieure, maintenir la distanciation physique et limiter les grands rassemblements », car le variant Delta [traduction] « touchera tous les groupes d'âge et pourrait mener au dépassement de la capacité des unités de soins intensifs » et [traduction] « sera deux fois plus transmissible que la souche originale du virus SRAS-CoV-2 ». Le gouvernement provincial doit, au minimum, revenir sur sa décision concernant les exemptions de limite de capacité et réintroduire le maintien d'une distanciation physique de deux mètres.



« Nombre d'étudiantes et d'étudiants se réjouissent du retour sur les campus, mais sont extrêmement préoccupés de leur santé et leur sécurité. Après plus d'un an d'apprentissage en ligne, les étudiantes et étudiants se débattent avec leur charge de travail et leur santé mentale et ils ont maintenant la crainte supplémentaire de contracter la COVID-19 sur leur campus. La province et les établissements doivent faire mieux pour préparer un retour plus sécuritaire sur les campus, tant pour les étudiantes et étudiants que pour les travailleuses et travailleurs », affirme Kayla Weiler, représentante à l'Exécutif national, Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario.

Le cadre du ministère ne fait qu'encourager « fortement » les établissements d'enseignement postsecondaire à accorder la priorité à l'inspection et à l'entretien de leurs systèmes et filtres de chauffage, de ventilation et de climatisation (CVC). Encore une fois, la santé et la sécurité des étudiantes et étudiants, des professeures et professeurs ainsi que des employées et employés sont discrétionnaires. Le cadre ne tient pas compte des listes de contrôle élaborées par des experts en santé publique, comme la [Health and Safety Checklist for University Re-opening](#) élaborée par l'École de santé publique Dalla Lana de l'Université de Toronto. Ces listes de contrôle indiquent des directives claires sur l'amélioration de la ventilation et de la filtration, que le cadre ne fait que mentionner. Les investissements nécessaires à l'amélioration des infrastructures sont également absents. En outre, nous encourageons le gouvernement à exiger des évaluations exhaustives des risques de transmission d'aérosols dans tous les bâtiments des campus et à veiller à ce que ces évaluations soient rendues publiques. Une fois de plus, nous demandons au gouvernement provincial de consulter des intervenants sectoriels (y compris les groupes étudiants, les professeures et professeurs et les employées et employés) et de suivre les conseils des comités mixtes sur la santé et la sécurité, qui ont été largement exclus par les administrations des établissements d'enseignement postsecondaire. Les voix des étudiantes et étudiants en particulier ont été exclues des plans de réouverture des établissements et du gouvernement. Les voix, les expériences et le bien-être des étudiantes et étudiants ainsi que des travailleuses et travailleurs de l'Ontario doivent être une priorité lorsqu'il s'agit de relever les défis de la réouverture des établissements en toute sécurité.

« Les plans de retour sur les campus ont été établis de manière irréfléchie et sans l'avis des travailleuses et travailleurs ou des étudiantes et étudiants. Les travailleuses et travailleurs ont été laissés pour compte, notamment lors de précédentes éclosions de COVID-19 sur les campus, et ils craignent le trimestre à venir si des mesures de santé et de sécurité adéquates ne sont pas prises avant le retour des étudiantes et étudiants sur les campus », souligne David Simao, président du secteur universitaire du CCTTUO.

La Fédération [a récemment exprimé](#) sa vive inquiétude quant à la manière dont les étudiantes et étudiants internationaux seront affectés par le cadre actuel. Bien que de nombreux paramètres relatifs au retour des étudiantes et étudiants internationaux relèvent de la réglementation fédérale, nous demandons au gouvernement provincial et aux administrations des établissements d'enseignement postsecondaire de venir en aide aux étudiantes et étudiants internationaux. Les établissements doivent remplir et dépasser leurs responsabilités dans le cadre de leur plan de préparation à la COVID-19 approuvé. Nous sommes déçus que le cadre des mesures de santé publique dans le domaine de l'éducation postsecondaire pour



l'automne 2021 ne prévoit aucun soutien concret pour les étudiantes et étudiants internationaux, si ce n'est de demander aux établissements d'avoir du personnel pour venir en aide à ces étudiantes et étudiants « qui ne sont pas couverts par l'Assurance-santé de l'Ontario (OHIP) en leur fournissant des renseignements et du soutien sur la façon d'obtenir une assurance-maladie afin de minimiser les obstacles à l'accès aux soins de santé (p. ex., les régimes d'assurance-maladie des établissements d'EPS ou des régimes semblables à l'OHIP) ».

La santé mentale des étudiantes et étudiants continue d'être largement ignorée et le manque de services de santé mentale sur les campus et à l'extérieur de ceux-ci est alarmant. Bien que le ministère souligne que la santé mentale et le bien-être des étudiantes et étudiants, des professeures et professeurs ainsi que des employées et employés sont d'une importance capitale et devraient être prioritaires, aucun nouveau service ou financement n'est proposé au-delà de platitudes sur l'importance de la santé mentale. Les étudiantes et étudiants ont besoin de véritables engagements. Un financement accru et dédié aux services de santé mentale adaptés à la culture est nécessaire pour que les étudiantes et étudiants puissent retourner sur les campus. Les travailleuses et travailleurs sur les campus universitaires ne sont pas seulement exposés aux mêmes conditions environnementales que les étudiantes et étudiants, mais beaucoup d'entre eux seront amenés à travailler dans des résidences où des personnes atteintes de la COVID-19 peuvent être mises en quarantaine. Le gouvernement doit s'engager à soutenir également la santé mentale des travailleuses et travailleurs.

Des étudiantes et étudiants partout dans la province ont aussi exprimé d'autres préoccupations. Certains craignent que la qualité de l'enseignement dispensé dans le cadre de ce plan soit affectée de manière négative, de nombreux établissements mettant en œuvre un modèle d'enseignement hybride. On ne peut pas s'attendre à ce que les étudiantes et étudiants, les professeures et professeurs, les assistantes et assistants à l'enseignement et les employées et employés réussissent dans le cadre d'un modèle hybride sans ressources supplémentaires.

« Il est dilatoire et honteux que le ministère n'ait pas écouté ni même consulté les travailleuses et travailleurs ainsi que les étudiantes et étudiants de l'Ontario au sujet du retour au campus. Ce plan précipité annoncé une semaine avant le début du trimestre d'automne est imprudent et laisse de côté les besoins des étudiantes et étudiants ainsi que des travailleuses et travailleurs », explique Kayla Weiler, représentante à l'Exécutif national de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario.

Il est clairement établi que la COVID-19 et ses variants peuvent se propager rapidement dans nos communautés. Nul autre que le médecin hygiéniste en chef de l'Ontario, le D^r Kieran Moore, s'attend à ce que le nombre de cas augmente à nouveau cet automne et les données de modélisation de la Table de consultation scientifique prévoient une augmentation des cas, car le temps froid incite les gens à rester à l'intérieur. Alors que le nombre de cas de COVID-19 augmente et que l'Ontario entre dans la quatrième vague, la sécurité doit être la priorité



absolue. Le cadre des mesures de santé publique dans le domaine de l'éducation postsecondaire pour l'automne 2021 du gouvernement n'établit pas les protections que l'ensemble des étudiantes et étudiants, des professeures et professeurs et des employées et employés méritent.

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants–Ontario est l'organisation étudiante la plus importante de la province, représentant plus de 350 000 étudiantes et étudiants collégiaux et universitaires.

Le Comité de coordination des travailleurs universitaires de l'Ontario (CCTUO), qui fait partie du SCFP–Ontario, représente plus de 30 000 travailleuses et travailleurs universitaires contractuels (assistantes et assistants à l'enseignement, marqueuses et marqueurs, tutrices et tuteurs, surveillantes et surveillante, chargées et chargés de cours) ainsi que des travailleuses et travailleurs de bureau, de métier, de services d'alimentation et de soutien sur 18 campus dans la province.

-30-

Pour obtenir plus de renseignements ou demander une entrevue, veuillez communiquer avec **Michael Butler**, coordonnateur des relations avec le gouvernement et des politiques : **m.butler@cfsontario.ca** ou **437 771-2129**

Pour obtenir plus de renseignements ou demander une entrevue, veuillez communiquer avec **Daniel Tseghay**, représentant des communications du SCFP : dtseghay@cupe.ca ou **647-220-9739**